

LE TISSU ÉCONOMIQUE DU BASSIN D'EMPLOI RÉMOIS

ÉDITO :

Cet observatoire, dont l'objectif est de repérer, au travers d'indicateurs, les caractéristiques du territoire ainsi que les secteurs pourvoyeurs d'emplois, résulte d'un travail conjoint entre la Maison de l'Emploi et des Métiers du bassin rémois et l'Agence d'Urbanisme, de Développement et de Prospective de la Région de Reims.

Comme en témoigne cette analyse du tissu local, le bassin d'emploi rémois connaît une certaine dynamique. Cependant, il est clair que la crise économique et financière survenue en octobre 2008 nous impose de réagir pour conserver, soutenir, développer nos entreprises et par là même nos emplois.

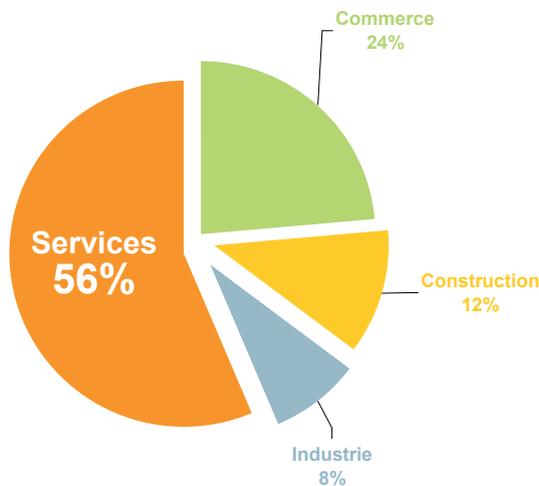
Parce que l'attractivité d'un territoire passe avant tout par l'attractivité économique, nous nous devons, encore plus qu'hier, de dynamiser notre territoire, le rendre plus attractif, développer une stratégie de développement économique cohérente avec les problématiques de notre territoire.

Ainsi, le Grand Projet Urbain Reims 2020 mais également le soutien au pôle de compétitivité Industrie Agro-Ressources prennent tous leurs sens.

Serge Pugeault,
Président de la Maison de l'Emploi de Reims,
Président de l'Agence d'Urbanisme de Reims.



Structure des activités économiques du bassin d'emploi rémois en 2009



Source : INSEE, démographie d'établissements au 1er janvier 2009 - champ marchand hors agriculture

Une structure économique dominée par les activités tertiaires

Le stock d'établissements du secteur marchand hors agriculture s'établit à 13 908 établissements au 1er janvier 2009. 4 établissements sur 5 exercent une activité tertiaire.

Le bassin d'emploi rémois poursuit sa tertiarisation commencée dans les années 60 : son niveau est proche de la moyenne nationale (80% des établissements).

Comme la majorité des territoires français, il a connu une mutation de son économie vers les activités de services, ce qui a conduit à une diversification du tissu productif.

Toutefois, une marge de développement subsiste : le poids du secteur des services est plus faible

sur le bassin rémois qu'au niveau national (57%). Néanmoins, Reims étant la capitale économique de la Champagne-Ardenne, les établissements de services sont logiquement plus présents sur l'agglomération rémoise que sur le reste du territoire champardenais.

Le commerce, quant à lui, est une spécificité du bassin rémois, particulièrement pour l'agglomération et sa périphérie. Plus de la moitié des établissements commerciaux marnais sont localisés sur le bassin d'emploi rémois.

Le commerce est une composante importante de la qualité de vie et de l'attractivité d'un territoire. C'est un atout pour garder un tissu économique stable, d'autant plus que l'activité commerciale recrute une main-d'oeuvre diversifiée.

Un dynamisme économique divergent selon les secteurs d'activités

Le bassin d'emploi rémois a gagné 2 473 établissements entre 2000 et 2009.

Le stock d'établissements du bassin d'emploi rémois est en constante évolution depuis 2000. Cependant, une divergence existe selon les secteurs d'activités.

En effet, les secteurs de la construction et des services connaissent un fort dynamisme, notamment à partir de 2006.

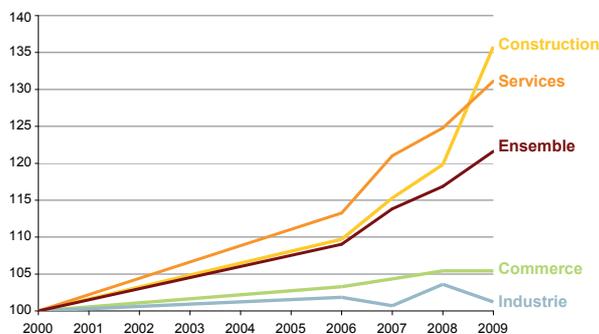
Le développement du tissu d'établissements de ces deux secteurs, qui relèvent de la sphère présentielle, est notamment lié à un dynamisme important de la création d'établissements. Cependant, d'après l'INSEE (bilan économique et social 2009), le

secteur de la construction a été fortement impacté par les défaillances d'entreprises en 2009 au niveau régional, ce qui entraînerait un frein au dynamisme de ce secteur.

Il est à noter que le tissu industriel du territoire, notamment l'industrie pharmaceutique, génère par externalisation des emplois de services aux entreprises (entre autres l'intérim).

L'industrie subit les aléas de la conjoncture économique et connaît alors une évolution « en dents de scie ». C'est le seul secteur qui perd des établissements et le phénomène s'est probablement accentué suite à la crise économique et financière survenue à l'automne 2008. En effet, l'industrie est, avec la construction, un des secteurs qui a été le plus impacté par les défaillances d'entreprises en 2009.

Evolution du stock d'établissements sur le bassin d'emploi rémois de 2000 à 2009 (Base 100 = 2000)

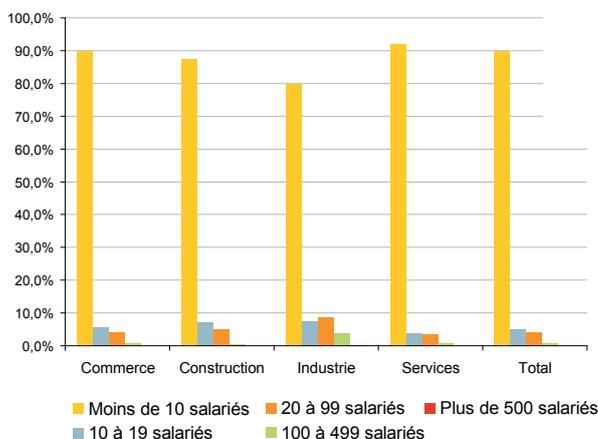


Source : INSEE, démographie d'établissements au 1er janvier 2009 - champ marchand hors agriculture

NES5	2000	2006	2007	2008	2009	Ev° 2000/2009
Commerce	3 127	3 230	3 263	3 297	3 297	45,8%
Construction	1 196	1 312	1 379	1 433	1 624	35,8%
Industrie	1 135	1 156	1 143	1 176	1 149	1,2%
Services	5 977	6 770	7 233	7 459	7 838	10,0%
Ensemble	11 435	12 468	13 018	13 365	13 908	21,6%

Source : INSEE, démographie d'établissements au 1er janvier 2009 - champ marchand hors agriculture

Taille des établissements du bassin d'emploi rémois en 2009



Un tissu de très petites entreprises (TPE)

9 établissements sur 10 du secteur marchand hors agriculture ont moins de 10 salariés sur le bassin d'emploi rémois.

Même s'il peuvent rassembler un grand nombre d'emplois, le poids des établissements de taille intermédiaire (ETI) dans la structure économique du bassin rémois est faible.

A noter également l'absence de grands établissements (plus de 5 000 salariés)

Le tissu économique rémois est dominé par des TPE, ce qui constitue un atout pour le territoire. En effet, la dépendance à des donneurs d'ordre de grande taille y est moins importante qu'ailleurs. Les établissements de grande taille influent fortement sur le tissu économique des territoires, les territoires dépendant de l'industrie automobile en sont un exemple, en particulier pour la sous-traitance (Le Havre, Mulhouse, Sochaux, ...).

La répartition des établissements par taille au niveau régional est similaire à celle du bassin d'emploi rémois.

Une dynamique de création particulièrement importante dans le secteur des services

Avec 2 338 créations d'établissements en 2009, le taux de création du bassin d'emploi rémois s'élève à 16,8%.

Le régime de l'auto-entrepreneur, créé par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008 et appliqué depuis le 1er janvier 2009, a activé les créations d'établissements. Le même phénomène s'observe aux niveaux régional et national.

Entre 2008 et 2009, le bassin d'emploi rémois voit ses créations d'établissements augmenter de 55%. Cependant, cette vitalité est à nuancer : en effet, la Champagne-Ardenne enregistre une hausse de ses créations de 71,7% et la France métropolitaine de 68,2%.

La dynamique de création rémoise est particulièrement prononcée dans le secteur des services. En 2009, les

créations d'établissements de services représentent 60% du total des créations contre 51% en 2000. Cette proportion est également plus importante qu'aux niveaux régional et national (respectivement 54% et 58%). Cette dynamique reflète la tertiarisation de l'économie et se trouve en partie stimulée par le statut de l'auto-entrepreneur.

A noter également les 118 créations dans le secteur de l'industrie : en effet, même si le secteur subit la conjoncture, des établissements se créent ! C'est le cas notamment dans la production d'électricité, la fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires, ou encore les activités de prépresse.

Enfin, bien que l'agglomération rémoise et le milieu rural connaissent la même dynamique de création (respectivement 16,9% et 16,6%), Reims Métropole concentre 76% du total des créations du bassin d'emploi.

Source : INSEE, démographie d'établissements au 1er janvier 2009 - champ marchand hors agriculture

Nombre de créations d'auto-entrepreneurs en 2010 dans la marne

Catégorie	Nombre
Total	2 451
Industrie	116
Construction	350
Commerce transports, hébergement et restauration	614
Information et communication	109
Activités financières et d'assurance	13
Activités immobilières	10
Soutien aux entreprises	505
Enseignement, santé, action sociale	174
Autres activités de services	560

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

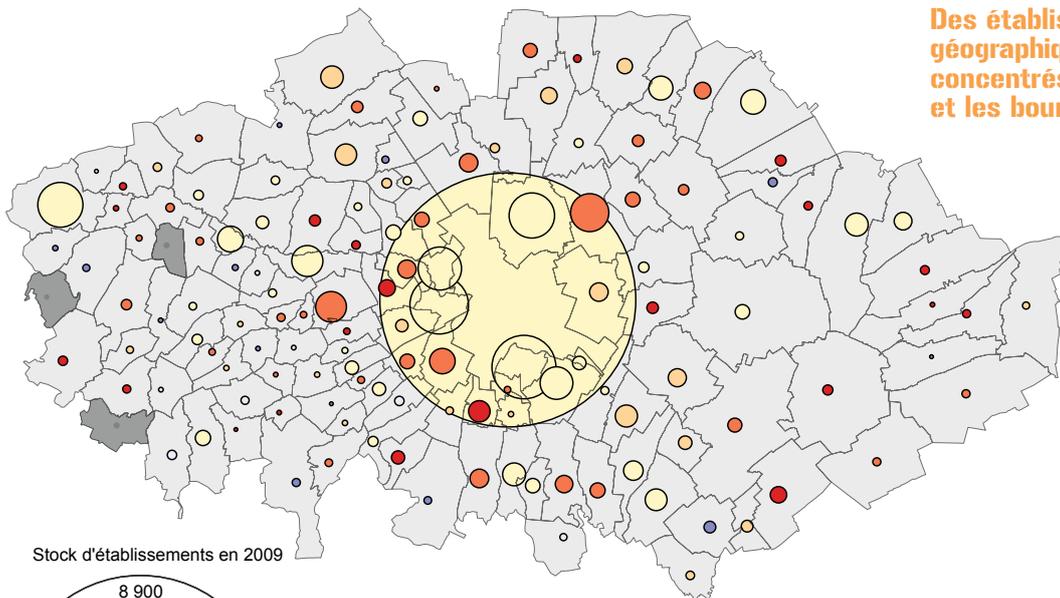
Établissement	Commune	Secteur d'activités	Effectif approché
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE REIMS	Reims	Activités hospitalières	6 800
COMMUNE DE REIMS	Reims	Administration publique générale	1 900
CAISSE REG CREDIT AGRIC MUT NORD EST	Reims	Autres intermédiations monétaires	1 300
SNCF (DIRECTIONS ENTREPRISE ET RH)	Reims	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	1 000
VALEO SYSTEMES THERMIQUES	Reims	Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules	600
CTRE EN ROUTE NAVIGATION AERIENNE EST	Reims	Administration publique (tutelle) des activités économiques	500
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE REIMS	Reims	Administration publique générale	500
SAS CLINIQUE SAINT ANDRE	Reims	Activités hospitalières	500
POLYCLINIQUE DE COURLANCY	Reims	Activités hospitalières	500
TRANSDEV REIMS	Reims	Transports urbains et suburbains de voyageurs	500
ISS ABILIS FRANCE	Saint Leonard	Nettoyage courant des bâtiments	500

Source : INSEE, Sirene 2010 - champ total.

Les plus gros employeurs du territoire sont des établissements publics

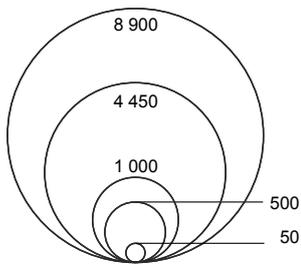
Les principaux employeurs du territoire sont des établissements publics ou agricoles (Crédit Agricole) et ne

sont donc pas comptabilisés dans l'emploi salarié privé. Le poids de l'emploi public dans l'emploi total s'élève à 23% sur le bassin d'emploi rémois.

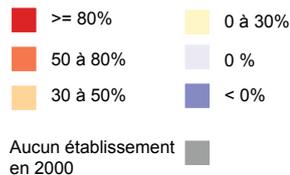


Des établissements géographiquement concentrés sur l'agglomération et les bourgs centres

Stock d'établissements en 2009

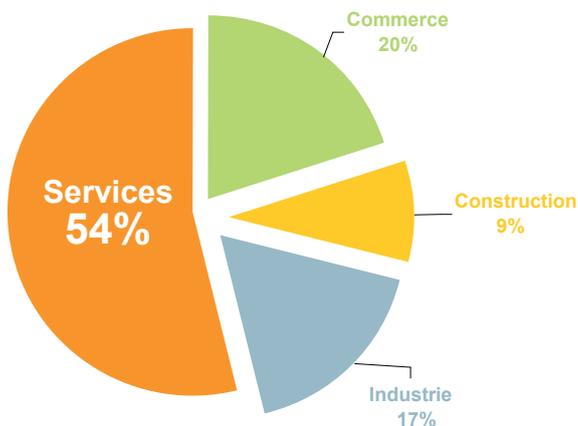


Evolution 2000- 2009



Source : INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier - Champ marchand hors agriculture MEM / AUDRR - mars 2011

Structure de l'emploi salarié privé du bassin d'emploi rémois en 2009



Source : Pôle emploi, Unistatis

Le tertiaire : plus gros pourvoyeur d'emplois salariés privés

En 2009, le bassin d'emploi rémois totalise 82 150 emplois salariés privés, soit 60% de l'emploi privé marnais.

3 emplois sur 4 appartiennent au secteur tertiaire.

Sur le bassin rémois, le secteur tertiaire apparaît sur-représenté par rapport aux moyennes régionales et nationales (respectivement +11 points et +2 points).

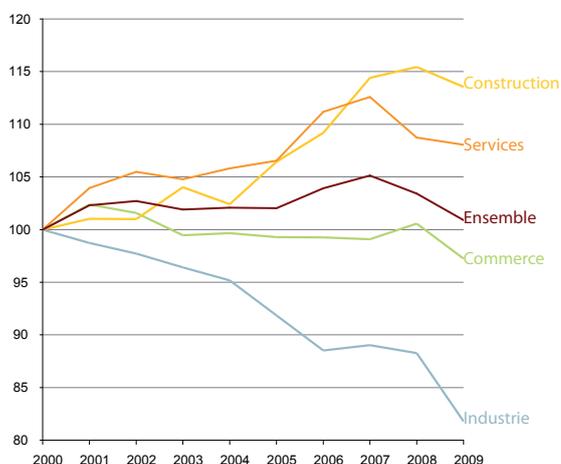
C'est particulièrement le cas pour le secteur des services : les spécificités du bassin rémois sont notamment les organisations extraterritoriales ; l'activité de programme et diffusion ; le secteur enquête et diffusion ; les services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, ...

La Champagne-Ardenne, avec 27,2% de ces emplois salariés privés fournis par l'industrie, est la 3ème région

française en termes d'emplois industriels, après la Franche-Comté et la Picardie. Le poids de l'industrie sur le bassin rémois est quant à lui moindre comparativement au reste de la Région (16,6% en 2009). Cependant, la champagnisation et l'industrie pharmaceutique apparaissent comme une spécificité locale.

Globalement, la totalité des secteurs du bassin qui sont une spécialisation locale par rapport à la Région et la France métropolitaine représentent 53% de l'emploi salarié privé total du territoire. Cependant, la spécialisation sectorielle est un facteur de fragilisation des territoires. De plus, les quatre plus grandes entreprises du bassin rémois regroupent 13% de l'emploi. La dépendance à quelques établissements peut avoir un double effet : un facteur de fragilisation dans le cas où un de ces établissements fermerait, mais aussi un effet d'entraînement économique sur les autres secteurs.

Evolution de l'emploi salarié privé de 2000 à 2009 sur le bassin rémois (base 100 =2000)



Source : POLE EMPLOI, Unistatis

L'emploi salarié fortement impacté par la crise économique et financière de 2008

Entre 2000 et 2009, à l'inverse de son Département et de sa Région où l'on observe respectivement une diminution de -1,5% et de -4%, le nombre d'emplois salariés est resté relativement stable sur le bassin d'emploi rémois avec même une légère hausse de +0,9%.

Toutefois, entre 2007 et 2009, le bassin d'emploi enregistre une baisse de 3 432 emplois. En effet, cette période a été marquée par un retournement économique sans précédent depuis 1945. La crise de 2008-2009 est née de la spéculation et de la financiarisation abusive de l'économie : les déficits publics se sont aggravés, la tension sur les matières premières s'est accentuée... Son

impact est identifiable sur l'ensemble des pans de l'économie. L'industrie est le secteur le plus touché mais c'est aussi le secteur qui perd de l'emploi depuis plus de 10 ans du fait de la désindustrialisation. La crise a accentué le phénomène.

Le bassin rémois n'est pas un cas isolé : le caractère industriel des territoires est un facteur qui vient aggraver l'impact de la crise, sauf pour un certain type d'industries tel que l'agroalimentaire par exemple.

Au-delà de la perte dans le secteur industriel (et plus particulièrement dans l'industrie pharmaceutique) et dans l'intérim (variable d'ajustement pour l'industrie notamment), la particularité de l'impact de la crise sur le bassin d'emploi rémois est une baisse de l'emploi dans le tertiaire supérieur alors que ce secteur est stable au niveau national.

Avant crise, le dynamisme économique différait selon les secteurs d'activités.

En effet, jusqu'en 2007, on observe la poursuite de la tertiarisation du bassin d'emploi rémois avec un secteur industriel en fort recul. Parallèlement, le secteur de la construction montre un certain dynamisme avec une progression de +14,4% de ses effectifs salariés. Toutefois, la bonne santé de ce secteur apparaît largement dépendante des grands projets publics de type infrastructures (tramway, contournement autoroutier...) et « réhabilitation » des logements qu'ils soient dans le parc social (ANRU) ou dans le parc privé. Or, les principaux grands projets de l'agglomération

sont en cours de finalisation et la réhabilitation des logements privés va probablement être influencée par la baisse annoncée des crédits d'impôts. L'évolution de ce secteur apparaît donc relativement incertaine.

A l'inverse, le secteur du commerce montre une santé plus fragile avec une réduction du salariat de -2,7% entre 2000 et 2009, soit - 461 emplois. L'évolution des effectifs salariés du commerce de gros est à l'origine du repli de ce secteur (sur la période étudiée, quand le commerce de gros réduisait ses effectifs salariés de près de 20,0%, le commerce de détail les augmentait de plus de 11,0%).



Photo - O. Rigaud - 2010

L'emploi salarié privé est concentré sur la Ville Centre et son agglomération

Le bassin d'emploi rémois hors agglomération concentre 13 525 emplois salariés en 2009, soit 16,5% de l'emploi salarié total du territoire.

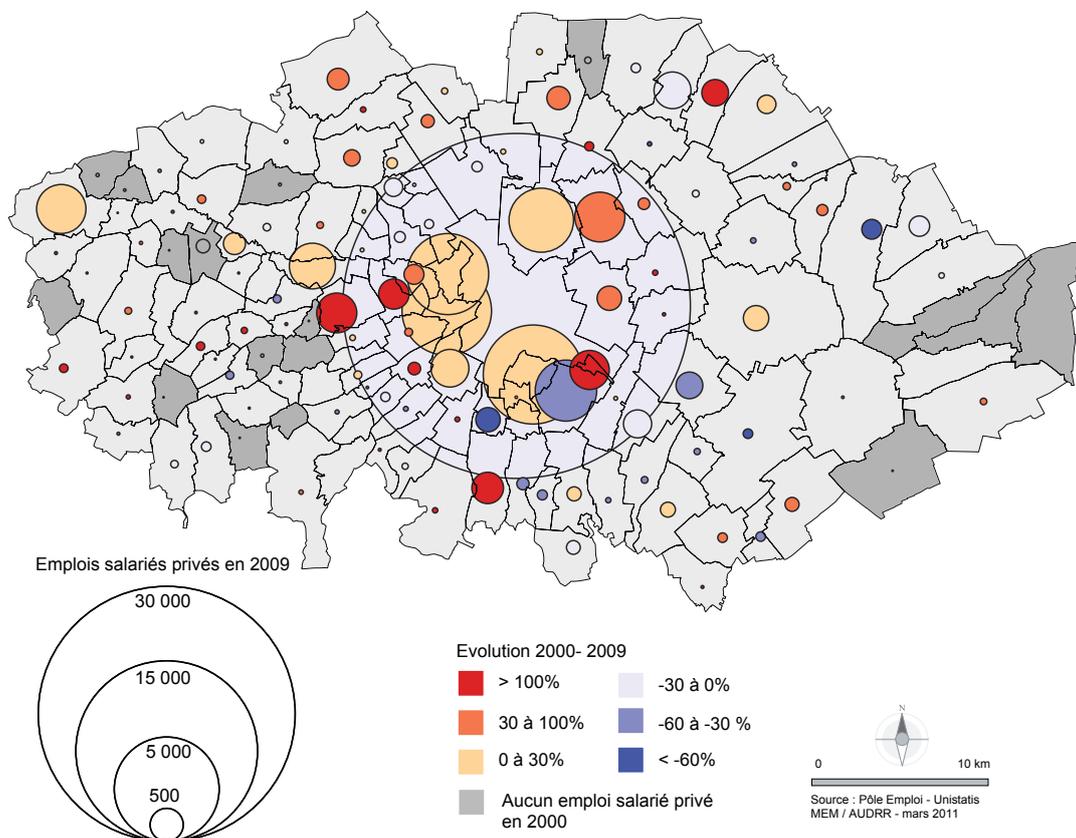
Hors agglomération, l'emploi se localise essentiellement sur 18 communes qui totalisent près de 13,0% de l'emploi salarié total du bassin rémois. On y retrouve plusieurs communes périphériques de Reims Métropole (Taissy, Saint-Léonard, Thillois et Champfleury) mais également des communes plus rurales où sont établies des activités spécifiques (Prunay avec des activités de construction aéronautique ; Cernay-lès-Reims avec notamment des activités industrielles connexes au champagne et l'hébergement médicalisé d'adultes ; Muizon avec des activités de sécurité privées ; Bazancourt et Isles sur Suippes avec les activités liées au pôle IAR ; Fismes ; Sillery...)

En termes de dynamique d'évolution, les communes qui perdent le plus d'emplois sont situées sur l'arc est-ouest du bassin rémois, en passant par le sud du territoire.

En volume, les communes (hors agglomération) qui perdent le plus d'emplois entre 2000 et 2009 sont Taissy (-1 212, essentiellement dans l'intérim), Pontfaverger-Moronvilliers (-412), Prunay (-249) et Champfleury (-118).

Toutefois, sur les 131 communes du bassin hors agglomération, 66 gagnent des emplois sur la période. C'est le cas notamment pour les communes de Saint-Léonard (+586 emplois), Gueux (+417), Villers-Allerand (+326), Witry-lès-Reims (+273) ou encore Thillois (+217).

De nombreuses communes ont perdu des emplois durant la crise. C'est particulièrement sensible pour Reims qui a gagné près de 1 000 emplois entre 2000 et 2007 et qui en a perdu plus de 2 000 entre 2007 et 2009 ; Saint-Léonard (+1 104 sur la première période et -518 sur la deuxième) ou encore Bétheny (+484 et -448).



En 2009, plus de 8 salariés sur 10 du bassin d'emploi rémois sont concentrés sur l'agglomération de Reims (66,8% sur Reims).

A l'exception de la ville de Reims qui perd 1 105 emplois salariés privés, l'ensemble des communes de l'agglomération a gagné des salariés entre 2000 et 2009. La dynamique est particulièrement positive sur les communes de Saint-Brice-Courcelles (+679 salariés liés notamment à l'implantation de l'entreprise Derichbourg propreté ou encore à la présence d'ARCELOR et de ses filiales) ; de Cormontreuil (+456 salariés en partie liés au développement de la zone commerciale) et Tinquieux (+256 salariés, principalement liés au développement de la SANEF et de la société CGR).

REGARD SUR LES 10 SECTEURS LES PLUS POURVOYEURS D'EMPLOIS

Les 10 secteurs du bassin d'emploi rémois, déclinés ci-après, regroupent 41 346 emplois salariés privés, soit plus de la moitié des emplois privés du bassin.

L'emploi dans ces secteurs a diminué entre 2006 et 2009, notamment après la crise économique, mais moins que pour l'ensemble de l'emploi (-2,5% contre -2,9%).

Ces secteurs concentrent plus du tiers des établissements du territoire (5 062) et plus du tiers des créations d'établissements.

		2006	2007	2008	2009
ETABLIS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	5	11	16	16
	Part dans le total des établissements	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
	Créations	6	4	4	12
	Taux de création	120%	36,4%	25%	75%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	3 013	3 306	3 399	3 548
	Part dans l'emploi privé total	3,6%	3,9%	4,0%	4,3%
	Taux de féminisation	76,7%	77,6%	78,4%	78,6%
	Indice de spécialisation	0,96	0,94	0,93	0,94

L'action sociale sans hébergement :

Un secteur impulsé par les politiques sociales.

Ce secteur n'est pas une spécificité locale. La principale activité de ce secteur est l'aide à domicile (plus de 36,0% des effectifs salariés du secteur en 2009). La main-d'oeuvre y est majoritairement féminine.

L'emploi salarié privé a fortement progressé en 4 ans (+17,8%) et son poids dans l'économie locale a augmenté de 0,7 point.

Bien que le pouvoir d'achat des ménages ait diminué depuis 2008, la crise économique et financière n'a pas touché ce secteur.

La dynamique de ce dernier est certainement liée à la mise en place du plan de développement des services aux personnes à domicile, institué par la loi du 26 juillet 2005, et à l'entrée en vigueur du CESU.

Les principales entreprises du secteur de l'aide à domicile sont l'ARADOPA (plus de 300 salariés en 2010), les

aides ménagères rémoises (plus de 100 salariés en 2010) et le réseau ADMR (aide à domicile en milieu rural).

L'accueil de jeunes enfants fait partie des activités qui se développent tout particulièrement entre 2006 et 2009. L'emploi salarié a presque doublé sur la période, passant de 265 emplois privés à 485 (Société Protectrice de l'Enfance, 200 salariés dans le secteur de la garderie d'enfants et crèches).

Ces chiffres tendent à confirmer le potentiel de création d'emplois qui réside dans le développement annoncé du secteur des services à la personne. Cependant, pour garantir un développement profitable aux salariés tout comme aux bénéficiaires de ce secteur, il doit être accompagné d'une professionnalisation des métiers, d'un accès à la formation, d'un renforcement de l'activité de prestataire et des recherches de solutions pérennes pour le financement de ces activités.



		2006	2007	2008	2009
ETABLIS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	10	11	11	12
	Part dans le total des établissements	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
	Créations	-	-	-	-
	Taux de création	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	1 797	1 785	1 757	1 173
	Part dans l'emploi privé total	2,1%	2,1%	2,1%	1,4%
	Taux de féminisation	55,8%	56,0%	56,5%	52,9%
	Indice de spécialisation	3,69	3,68	3,64	3,62

L'industrie pharmaceutique :

Une activité spécifique au bassin rémois

En 2009, l'industrie pharmaceutique est particulièrement spécifique au bassin rémois, elle est 3,62 fois plus représentée qu'en Région. Les plus grosses entreprises pharmaceutiques du bassin d'emploi rémois sont Delpharm Reims et Astrazeneca.

Néanmoins, ce secteur d'activités a perdu près d'un tiers de ses effectifs salariés entre 2008 et 2009. Cette situation est principalement liée à la crise économique mais est aussi en partie liée à la réorganisation du groupe Boehringer qui a relocalisé en 2009 ses activités commerciales et marketing sur la région parisienne.



Les 10 secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois

		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	45	54	53	62
	Part dans le total des établissements	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
	Créations	4	5	9	5
	Taux de création	8,9%	9,3%	17,0%	8,1%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	4 109	4 705	3 374	3 153
	Part dans l'emploi privé total	4,9%	5,5%	4,0%	3,8%
	Taux de féminisation	34,8%	36,5%	36,8%	35,9%
	Indice de spécialisation	0,98	1,01	1,09	0,97

Les activités liées à l'emploi :

L'intérim, variable d'ajustement face aux aléas de la conjoncture.

Ce secteur est presque exclusivement lié à l'activité des agences de travail temporaire (les personnes en contrat d'intérim par l'intermédiaire de ces agences en sont salariées. Ceci explique l'importance de cette activité). Les principales enseignes du territoire sont Supplay, Adecco ou encore Randstad-Vediorbis. L'intérim est fortement lié à l'industrie qui utilise cette main d'œuvre comme

variable de flexibilité face à ses pics de production ou face à une conjoncture défavorable. De ce fait, l'industrie étant le secteur qui a le plus souffert de la crise économique et financière de 2008, l'emploi intérimaire diminue fortement entre 2007 et 2009.

Cette diminution de l'intérim est d'autant plus marquée que le territoire y a eu fortement recours dans le secteur du BTP notamment, entre 2006 et 2007, pour les travaux de TGV, la rénovation de l'hôpital, le démarrage de l'opération Carré Royal, ...

		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	1 337	1 346	1 380	1 424
	Part dans le total des établissements	10,7%	10,3%	10,3%	10,2%
	Créations	57	82	121	155
	Taux de création	4,3%	6,1%	8,8%	10,9%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	3 558	3 570	3 625	3 570
	Part dans l'emploi privé total	4,2%	4,2%	4,3%	4,3%
	Taux de féminisation	85,9%	84,9%	85,3%	84,8%
	Indice de spécialisation	1,43	1,43	1,44	1,42

Les activités pour la santé humaine :

Elles suivent la population

Il s'agit des médecins, dentistes, ambulances, chirurgie, laboratoires, ... Ces activités suivent la population. Logiquement, elles se concentrent dans l'agglomération et notamment à Reims (63% de la population du bassin et présence des activités hospitalières).

En 2009, 57,3% des emplois salariés privés du secteur de la santé humaine correspondent aux activités hospitalières, soit 2 047 emplois. Cet effectif est resté relativement stable entre 2006 et 2009. Ainsi, en plus d'être un des principaux employeurs publics, le secteur hospitalier est

un des principaux pourvoyeurs d'emplois salariés du privé. En 2009, les activités hospitalières représentent 2,5% de l'emploi salarié privé du territoire, soit la cinquième activité la plus génératrice d'emploi. Le principal employeur privé est le groupe Courlancy qui possède trois polycliniques sur le territoire rémois. Il est à noter que ce groupe s'inscrit dans la démarche Reims 2020 avec un projet de construction d'un futur établissement sur la commune de Bezannes. Ce bâtiment devra permettre de regrouper et de développer les activités de la polyclinique Courlancy et Saint-André. Ce grand projet pourrait être un des vecteurs de développement de l'emploi pour la prochaine décennie.



		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	259	252	254	248
	Part dans le total des établissements	2,1%	1,9%	1,9%	1,8%
	Créations	10	20	19	18
	Taux de création	3,9%	7,9%	7,5%	7,3%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	1 590	1 706	1 634	1 643
	Part dans l'emploi privé total	1,9%	2,0%	1,9%	2,0%
	Taux de féminisation	39,1%	38,9%	40,9%	41,8%
	Indice de spécialisation	0,64	0,67	0,65	0,68

L'industrie alimentaire :

L'industrie alimentaire voit ses effectifs salariés augmenter de 3,3% entre 2006 et 2009. Plus d'un tiers des emplois de l'industrie alimentaire relèvent des boulangeries et boulangeries-pâtisseries. Elles connaissent très peu de fluctuations, étant sur la vente de produits alimentaires de base.



		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	590	602	597	631
	Part dans le total des établissements	4,7%	4,6%	4,5%	4,5%
	Créations	47	36	45	76
	Taux de création	8,0%	6,0%	7,5%	12,0%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	3 178	3 392	3 216	3 402
	Part dans l'emploi privé total	3,8%	4,0%	3,8%	4,1%
	Taux de féminisation	48,4%	47,6%	48,1%	47,3%
	Indice de spécialisation	1,27	1,28	1,21	1,24

La restauration

En 2009, les activités de restauration traditionnelle et de restauration rapide totalisent près des trois quarts de l'effectif salarié du secteur.

L'impact de la crise économique et financière semble n'avoir été que ponctuel. En 2008, la restauration perdait -5,2% de ces effectifs salariés. Dès 2009, le nombre

de salariés est revenu au meilleur niveau de la décennie. Effectivement, depuis 2000, le secteur n'a jamais compté autant de salariés. Ce sont essentiellement les activités de restauration rapide qui ont contribué au maintien de l'emploi. Depuis 2006, ces activités n'ont cessé de créer de l'emploi (8,1% d'augmentation en moyenne par an).

		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	167	170	175	189
	Part dans le total des établissements	1,3%	1,3%	1,3%	1,4%
	Créations	10	4	8	9
	Taux de création	6,0%	2,4%	4,6%	4,8%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	2 350	2 510	2 514	2 383
	Part dans l'emploi privé total	2,8%	2,9%	3,0%	2,9%
	Taux de féminisation	28,6%	30,0%	30,4%	30,0%
	Indice de spécialisation	1,06	1,11	1,12	1,12

Champagne et industries connexes* :

Spécialité du bassin d'emploi rémois

L'observation de l'évolution du secteur du Champagne et des industries connexes présente des résultats contrastés.

L'activité principale de fabrication du Champagne n'est que faiblement marquée par une baisse de l'effectif salarié. En effet, cette spécialisation, atout de l'économie locale, ne subit pas la concurrence extérieure, contrairement aux autres vins français. Par contre, certaines industries connexes apparaissent en difficulté sur le territoire rémois.

C'est particulièrement le cas pour la fabrication de verre creux (-19,6% entre 2006 et 2009 ; en partie due à la fermeture d'une usine en 2009). Sur la période 2007-2009, le secteur compte 127 emplois salariés privés de moins, ce qui est relativement faible comparativement aux autres secteurs industriels.

** Les industries connexes sont la fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie ; la fabrication de papier et de carton ; la fabrication de cartonnages ; autre imprimerie (labeur) ; la fabrication d'emballages en matières plastiques ; la fabrication de verre creux ; la fabrication d'emballages métalliques légers.*

		Commerce de détail			
		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	1 862	1 902	1 922	1 975
	Part dans le total des établissements	14,9%	14,6%	14,4%	14,2%
	Créations	199	226	248	369
	Taux de création	10,7%	11,9%	12,9%	18,7%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	9 302	9 380	9 511	9 349
	Part dans l'emploi privé total	11,0%	11,0%	11,3%	11,4%
	Taux de féminisation	65,0%	64,1%	63,9%	63,6%
	Indice de spécialisation	1,04	1,03	1,03	1,03

Le commerce :

Un secteur qui connaît une forte dynamique de création

Le secteur du commerce est relativement bien développé sur le territoire, que ce soit au niveau du commerce de détail ou du commerce de gros. Il connaît une forte dynamique de création, notamment dans le commerce de détail.

Entre 2006 et 2009, les effectifs salariés dans le commerce de détail sont relativement stables tandis que le commerce de gros enregistre une baisse. Cette perte d'emplois est principalement survenue entre 2008 et 2009.

En 2006, l'une des activités principales de ce secteur était le commerce de gros de minerais et de métaux qui représentait 13,7% de l'effectif salarié total du secteur.

En 2009, le secteur a perdu près

d'un quart de ses effectifs et ne pèse plus que 11,1% de l'effectif salarié. L'essentiel du salariat positionné sur cette activité se concentre sur différentes filiales du groupe ARCELOR (AMD Solutions France, ARCELOR MITTAL SSC France, ARCELOR MITTAL SPECIAL, ARCELOR MITTAL TOP).

Le commerce de gros de fournitures et d'équipements industriels divers est l'activité qui mobilise le plus de salariés du secteur en 2009 (PUM PLASTIQUES SAS, FIPROTEC, DISTRILAB INDUSTRIE, EXTINCTEUR HAAS, AMIET LPR, RG SAFETY, ...). Après s'être fortement dégradé entre 2000 et 2005, l'emploi salarié du commerce de gros de boissons est une des activités qui s'est le plus développée entre 2006 et 2009 (+63,7%). Cette activité a su maintenir son niveau d'emploi dans un contexte de crise économique.

		Commerce de gros			
		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	932	926	933	940
	Part dans le total des établissements	7,5%	7,1%	7,0%	6,8%
	Créations	88	88	85	132
	Taux de création	9,4%	9,5%	9,1%	14,0%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	5 180	5 109	5 239	4 963
	Part dans l'emploi privé total	6,1%	6,0%	6,2%	6,0%
	Taux de féminisation	28,2%	29,5%	30,2%	30,6%
	Indice de spécialisation	1,24	1,21	1,22	1,21

Transports terrestres et transport par conduites

En région, l'activité du secteur des transports n'est pas spécifiquement localisée sur le bassin rémois.

En 2009, les activités de transports routiers de fret interurbains et de fret de proximité concentrent 68,0% des emplois salariés du secteur.

La crise économique et l'augmentation des coûts de transports ont impacté les échanges économiques ainsi,

entre 2006 et 2009, les activités de fret interurbains ont réduit leurs effectifs de 347 salariés.

Cependant, le développement des activités de fret de proximité (dont l'activité de location avec chauffeur) et de transports routiers de voyageurs (dont les taxis) ont permis de limiter les effets de la crise sur le secteur des transports qui a tout de même perdu 204 salariés sur la période 2006/2009.

		2006	2007	2008	2009
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	331	334	344	351
	Part dans le total des établissements	2,7%	2,6%	2,6%	2,5%
	Créations	33	38	30	25
	Taux de création	10,0%	11,4%	8,7%	7,1%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	3 537	3 442	3 387	3 333
	Part dans l'emploi privé total	4,2%	4,0%	4,0%	4,1%
	Taux de féminisation	13,9%	12,4%	13,0%	12,7%
	Indice de spécialisation	0,88	0,88	0,88	0,89

Les 10 secteurs les plus pourvoyeurs d'emplois

	2006	2007	2008	2009	
ETABLISSEMENTS	Stock d'établissements secteur marchand hors agriculture	123	130	133	154
	Part dans le total des établissements	1,0%	1,0%	1,0%	1,1%
	Créations	17	14	9	50
	Taux de création	13,8%	10,8%	6,8%	32,5%
EMPLOIS	Emplois salariés privés	4 789	5 117	4 687	4 829
	Part dans l'emploi privé total	5,7%	6,0%	5,6%	5,9%
	Taux de féminisation	77,9%	77,9%	78,6%	76,6%
	Indice de spécialisation	1,85	1,83	1,70	1,74

Les services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager :

Activités liées à l'externalisation de l'industrie

Les services relatifs aux bâtiments sont des activités spécifiques au bassin d'emploi rémois (ces activités sont parmi les seules à se localiser encore plus spécifiquement sur le bassin rémois en 2009).

Ce secteur connaît une évolution positive sur la période étudiée (+0,8%).

L'activité la plus pourvoyeuse d'emplois dans ce secteur est le nettoyage courant des bâtiments qui

voit son effectif salarié augmenter de 6,7% entre 2006 et 2009. L'activité « autres activités de nettoyage de bâtiment et nettoyage industriel » connaît aussi une dynamique particulière, passant de 390 emplois en 2006 à 707 en 2009.

Le principal employeur du bassin rémois sur le secteur du nettoyage courant des bâtiments est CARRARD SERVICES. Globalement, les activités de nettoyage de bâtiments apparaissent comme fortement génératrices d'emplois salariés. Néanmoins, ce dynamisme est peut-être à nuancer par une observation du nombre d'emplois en équivalents temps plein.

Définitions et sources utilisées :

• Etablissement

« L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique, ... L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. », INSEE

• Stock et créations d'établissements :

INSEE, Démographie d'établissements au 1er janvier de l'année – Champ marchand hors agriculture
La démographie économique dénombre les populations d'établissements du champ des activités marchandes hors agriculture. Des données sur le parc d'établissements en activité et sur leur renouvellement par les créations (hors transferts) sont disponibles.

• Les principaux employeurs :

INSEE, SIRENE

Il s'agit du Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et des Etablissements. Le répertoire enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements, quelle que soit leur forme juridique et quel que soit leur secteur d'activité. Les organismes publics ou privés et les entreprises étrangères qui ont une représentation ou une activité en France y sont également répertoriés.

• Emploi salarié privé :

Pôle Emploi, UNISTATIS

La base UNISTATIS recense les établissements et emplois salariés privés du champ Unedic.

Le champ Unedic est le champ d'observation de l'emploi salarié qui comprend les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail. Sont exclus de ce champ : les salariés de l'Etat et des collectivités locales, les salariés des établissements publics à caractère administratif, le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux, les salariés des secteurs agricoles et para-agricoles (champ CCMSA), les employés de maison, le personnel des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, des régions départementales ou communales, de certaines sociétés d'économie mixte, et les intermittents du spectacle.

Reims 2020 : les six filières porteuses

Dans le Grand Projet Urbain Reims 2020, six filières porteuses présentant un potentiel d'emploi important ont été identifiées :

• Les Services aux entreprises et à la personne

Les services aux entreprises représentent 16,2% des établissements de l'agglomération rémoise et 19,4% des emplois privés de Reims Métropole.

Les services à la personne quant à eux regroupent 14,8% des établissements et 8,6% des emplois salariés privés de Reims Métropole.

• La filière Santé – Beauté

La filière comprend notamment les secteurs de la santé humaine, l'action sociale, la culture de plantes, le commerce de produits pharmaceutiques, ...

Elle regroupe 13,5% des établissements et 14,1% des emplois privés de Reims Métropole.

La concentration des activités hospitalières (CHU de Reims, Groupe Courlancy, Clinique Saint-André) ainsi que la présence du pôle IAR sur le territoire favoriseraient le développement de cette filière.

• Le tourisme

Le tourisme, c'est 5,6% des établissements et 5,7% des emplois privés de Reims Métropole.

• La filière Agro-Ressources

Structurée autour du pôle de compétitivité à vocation mondiale Industries et Agro-Ressources, la filière concentre 2% des établissements de l'agglomération et 1,7% des emplois privés.

• La filière Eco-Bâtiments

La filière, qui comprend des activités de la construction, de la métallurgie, de l'industrie du papier et du carton et du travail du bois, représente 8,5% des établissements et 9,3% des emplois privés de Reims Métropole.

• La filière Champagne – Luxe

Le Champagne et ses industries connexes regroupent 1% des établissements de l'agglomération.

L'économie du Champagne génère pas moins de 2 241 emplois salariés privés, soit 3,3% des emplois privés de Reims Métropole ; et cela sans compter les salariés agricoles qui sont plus de 1 000 sur le territoire et les emplois saisonniers induits par l'activité de la culture de la vigne.

Sur le bassin d'emploi rémois, la MSA recense plus de 2 000 emplois agricoles dans la culture de la vigne.





Photo - A&F Hatat - 2010